

Informations du Guatemala

3^e Année, n° 134

Du 26 juillet au 1^{er} août 1985

POLITIQUE

Un pays allié des Etats-Unis
Les Etats-Unis soutiennent les élections guatémaltèques
Le congrès américain se montre plus réceptif
Le New York Times dénonce la répression
Lobos Zamora : "L'armée ne disparaîtra pas"
Les militaires exigent le respect du gouvernement civil
Selon le PSD, la réforme agraire est une condition pour le changement

ECONOMIE

Financement pour le secteur privé
Les chiffres de la crise
Le prix des combustibles augmentera
L'évasion fiscale se chiffre à plus de 100 millions
Le Costa Rica réclame ses paiements au Guatemala

CONTRE-INSURRECTION

Offensive contre-insurrectionnelle au sud-ouest

INSURRECTION

Les insurgés s'emparent des installations pétrolières
Activité insurrectionnelle à Alta Verapaz
Affrontements à Alta Verapaz et El Quiché

DROITS DE L'HOMME

Dénonciation de CODEHUCA
Solidarité avec le GAM en Allemagne
Manifestation du GAM
Encore un professeur d'université assassiné
Recours de mise en liberté individuelle

POLITIQUE

UN PAYS ALLIE DES ETATS-UNIS

Selon une interview accordée par l'Ambassadeur guatémaltèque à Washington, Eduardo Palomo Escobar, au journal Prensa Libre, la politique extérieure du Guatemala, sous des apparences d'indépendance, ne serait qu'une tactique en vue de neutraliser au congrès américain, les opposants à Reagan et aux fins d'obtenir des votes en faveur de l'augmentation de l'aide militaire et économique concédée au Guatemala.

D'après les propres dires de Palomo : "cette politique permet au Département d'Etat de remporter plus de succès vis à vis des propositions faites au congrès concernant l'aide à fournir au Guatemala".

Et le diplomate d'ajouter : "Le Guatemala est un pays allié des Etats-Unis. Actuellement les relations entretenues avec le Département d'Etat sont cordiales et franches et, d'un grand secours pour notre pays. Le Département d'Etat ne s'est jamais immiscé dans la politique extérieure du Guatemala".

LES ETATS-UNIS SOUTIENNENT LES ELECTIONS GUATEMALTEQUES

Le 29 juillet, James Baker, Secrétaire américain des Finances, au cours d'une visite au Guatemala et après s'être entretenu avec le Chef de l'Etat et d'autres hauts fonctionnaires a fait savoir que "Les Etats-Unis étaient prêts à octroyer un niveau d'aide élevé et soutenu en faveur du Guatemala".

Baker a déclaré qu'à "Washington, les récents événements politiques guatémaltèques avaient été suivis avec le plus grand intérêt et que les Etats-Unis soutenaient entièrement le processus de démocratisation du Guatemala".

Cet homme politique américain, a, en outre, ajouté que l'Administration Reagan s'est rendue compte "du renforcement du respect des Droits de l'Homme dans le pays, ce qui à son tour élargit les liens existants entre le Guatemala et les Etats-Unis".

LE CONGRES AMERICAIN SE MONTRE PLUS RECEPTIF

Le 24 juillet, l'Ambassadeur américain, Alberto Martínez Piedra, devait déclarer au gouvernement guatémaltèque que "dans la mesure où le processus démocratique allait croissant au Guatemala, on a pu remarquer une plus grande réceptivité de la part du congrès des Etats-Unis eu égard à l'aide à fournir au pays d'Amérique Centrale".

A la question de savoir si les Etats-Unis avaient l'intention d'installer une base militaire au Guatemala, le diplomate a décliné tout commentaire à ce sujet et a déclaré ignorer tout de l'affaire.

LE NEW YORK TIMES DENONCE LA REPRESSION

Le 29 juillet, un article publié dans le journal américain, The New York Times, stipulait que l'activité répressive de l'armée avait crû au cours des derniers mois, ce qui va à l'encontre des allégations des gouvernements américain et guatémaltèque portant sur un plus grand respect des Droits de l'Homme dans le pays.

Le journal qui cite des sources émanant de l'Eglise catholique et des Ambassades occidentales affirme que 60 autochtones ont disparu au cours des derniers mois, dans la municipalité de Patzún, située dans le département de Chimaltenango et, "cette situation est significative de ce qui se produit sur l'ensemble du territoire".

Le journal signale, en première page, que l'impact de la répression gouvernementale peut se chiffrer si l'on sait qu'il existe au Guatemala entre 160 et 200 000 orphelins et quelques 45 000 veuves.

LOBOS ZAMORA : "L'ARMEE NE DISPARAITRA PAS"

Le 25 juillet, le Général Rodolfo Lobos Zamora, sous-chef d'Etat, a fait savoir sa déception face à la réticence manifestée par le congrès des Etats-Unis eu égard à l'augmentation substantielle de l'aide militaire et économique en faveur du Guatemala. C'est dû, selon lui, aux "organisations puissantes" qui pratiquent de la désinformation à l'égard de l'armée guatémaltèque et destinée à l'étranger.

Lobos a, nonobstant, précisé que "le fait que l'aide pourra être obtenue par l'établissement d'un gouvernement civil est un point positif mais ceci n'implique pas pour autant que l'armée en vienne à disparaître".

LES MILITAIRES EXIGENT LE RESPECT DU GOUVERNEMENT CIVIL

Le 29 juillet, le Colonel Edgar Rolando Hernández Méndez, Commandant de la zone militaire de Cobàn, au nord du pays, faisait savoir que les hauts officiers militaires espèrent que le prochain gouvernement civil fasse montre de respect envers "la hiérarchie et l'ordre établis au sein de l'armée" et à l'égard des plans contre-insurrectionnels déjà établis et garantis par la Constitution qui entrera en vigueur au début de l'année à venir.

Le Colonel Pablo Nuila Hub qui occupait la fonction de Chef d'Etat Major de la Préfecture d'Etat a été nommé, le 29 juillet, Commandant de la zone militaire de Poptún, située dans le département septentrional de El Petén. Cette nomination a été interprétée comme une preuve de renforcement du contrôle exercé par l'institution armée à l'intérieur du pays, peu de temps avant des élections qui permettront à un civil d'accéder à la présidence.

SELON LE PSD, LA REFORME AGRAIRE EST UNE CONDITION POUR LE CHANGEMENT

Le 26 juillet, Mario Solòrzano, candidat présidentiel du Parti Socialiste Démocratique, déclarait, au cours d'un forum organisé par le Club Rotary du Guatemala et réunissant les 8 candidats à la présidence, que l'on ne pourrait parler de changements au Guatemala tant que ne serait pas modifié le système de la propriété foncière.

Solòrzano s'est prononcé en faveur d'une réforme agraire qui ne s'acheminerait nullement vers la destruction des latifundias productifs mais qui reposerait plutôt sur les terres improductives de l'Etat.

Les candidats ont été invités à exposer les principaux points de leur programme de gouvernement et la majorité d'entre eux a mis l'accent sur les aspects de contre-insurrection et de relance de l'économie nationale.

ECONOMIE

FINANCEMENT POUR LE SECTEUR PRIVE

Le 24 juillet, Armando González Campo, Ministre des Finances Publiques, soulignait que le Guatemala pourrait bien obtenir, au cours des prochains mois, des prêts pour une valeur de 439 millions de dollars émanant de la Banque Inter-Américaine de Développement -BID-, de la Banque Mondiale -BM- et du gouvernement américain.

González, qui se trouvait à la tête de la délégation guatémaltèque qui il y a quelques semaines s'est rendue aux Etats-Unis, a également stipulé que la majeure partie de ce financement serait consacrée à des programmes agricoles, industriels et d'exportations pour le secteur privé.

Jusqu'à présent, sur les 439 millions, seuls 20 millions ont déjà été cédés par le gouvernement américain.

D'autre part, le 26 juillet, le BID annonçait le versement de 480 000 dollars non remboursables, destinés à effectuer une étude sur les perspectives du secteur de l'agriculture et de l'élevage au Guatemala.

LES CHIFFRES DE LA CRISE

Le 25 juillet, Jorge Mario Calvillo, Directeur du Département des Etudes Economiques de la Banque de Guatemala, annonçait que le PIB, Produit Intérieur Brut, baisserait de 1,6 % cette année et que les exportations enregistreraient une diminution de 15 % par rapport à 1984.

Le fonctionnaire a, en outre, souligné que 40 % des revenus d'exportations seraient absorbés par le paiement des 484 millions de dollars correspondant au service de la dette extérieure et que le revenu par tête en 1985 chuterait pour atteindre les niveaux enregistrés en 1972.

LE PRIX DES COMBUSTIBLES AUGMENTERA

Le 23 juillet, le Président de la Banque de Guatemala, Oscar Alvarez Marroquín annonçait une augmentation du prix des combustibles.

Marroquín a déclaré que l'augmentation aurait dû se faire "tôt ou tard, car elle permettra de corriger les distortions et problèmes engendrés par la facture pétrolière"

L'EVASION FISCALE SE CHIFFRE A PLUS DE 100 MILLIONS

Selon un rapport publié le 24 juillet par le journal du matin El Gráfico, plus de 100 millions de dollars ne sont pas perçus annuellement par l'Etat du fait de l'évasion fiscale.

Les domaines où l'évasion fiscale est la plus fréquente sont les suivants : l'impôt sur le territoire, l'impôt sur les revenus et la TVA.

LE COSTA RICA RECLAME SES PAIEMENTS AU GUATEMALA

Le 25 juillet, le Ministre de l'Economie du Costa Rica, Odalier Villalobos a exigé de son gouvernement que ce dernier prennent des mesures de représailles économiques à l'encontre du Guatemala, tant que ce pays ne s'acquitte pas des 33 millions de dette qu'il a contracté envers le Costa Rica.

CONTRE-INSURRECTION

OFFENSIVE CONTRE-INSURRECTIONNELLE AU SUD-OUEST

Le 26 juillet, le Maire José Luis Barrera Cabrera, au cours d'une réunion entre officiers du poste avancé de combat de Santa Ana Berlin, situé dans le département de Quezaltenango et instituteurs de la région, mettait en exergue le fait que plus de 2'000 effectifs provenant de diverses garnisons du pays, affrontent les insurgés dans la zone du sud-ouest, dans les départements de Quetzaltenango et San Marcos.

D'autre part, le Colonel Marco Antonio Castellanos, porte-parole des forces armées a déclaré, le 30 juillet, que d'importants contingents de troupes ont été mobilisés près des postes frontaliers et tout au long de la frontière séparant le pays du Mexique.

Castellanos a précisé qu'il "s'agit d'une mobilisation de routine et qui ne vise en aucun cas à provoquer un conflit international".

INSURRECTION

LES INSURGES S'EMPARENT DES INSTALLATIONS PETROLIERES

Le 24 juillet, un bulletin de presse de l'armée signalait qu'un groupe insurrectionnel s'était emparé, temporairement, le 14 juillet, des installations du puit pétrolier El Sauce, situé dans la municipalité de Chisec, dans le département de Alta Verapaz.

ACTIVITE INSURRECTIONNELLE A ALTA VERAPAZ

Le 27 juillet, le Colonel Edgar Rolando Hernández Méndez, Commandant de la zone militaire de Cobán, confirmait qu'actuellement des activités de guérilla ont lieu dans trois régions du département de Alta Verapaz, au nord du pays. Il a, cependant, refusé de préciser quelles étaient ces régions citées ci-dessus.

Ce chef militaire a minimisé l'importance de la présence des guérilleros. Mais, a-t-il ajouté, "il est évident que des activités de guérilla peuvent surgir à n'importe quel moment et n'importe où".

AFFRONTEMENTS A ALTA VERAPAZ ET EL QUICHE

Selon un communiqué officiel de l'armée, publié le 29 juillet, deux affrontements armés sont survenus les 21 et 22 juillet, dans la municipalité de Panzós et dans le coteau de Sumal, situés respectivement dans les départements de Alta Verapaz et El Quiché.

Selon le rapport, qui ne stipule pas s'il y a eu des pertes au sein des troupes régulières, 6 insurgés ont trouvé la mort au cours de ces actions.

DROITS DE L'HOMME

DENONCIATION DE CODEHUCA

Selon des données rendues publiques le 27 juillet à la VII Assemblée Générale de la Commission des Droits de l'Homme d'Amérique Centrale -CODEHUCA-, les disparus guatémaltèques, au cours des dernières années, s'élèvent au nombre de 38 000 personnes, càd 47,6 % des 90 000 disparus latino-américains.

Selon cet organisme humanitaire, au Guatemala, tout comme au Salvador et en Honduras, les disparitions, les assassinats, la torture et les détentions politiques sont des pratiques "institutionnalisées".

Pour sa part, la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala a dénoncé "une augmentation de type qualitative" des violations des Droits de l'Homme dans le pays au cours du premier semestre de 1985. La situation "se détériore chaque fois davantage".

SOLIDARITE AVEC LE GAM EN ALLEMAGNE

Le 28 juillet, une organisation humanitaire allemande faisait paraître dans un encart payant de la presse guatémaltèque une marque de sa solidarité avec le Groupe d'Appui Mutuel -GAM- et sa "préoccupation, son indignation et condamnation" envers la persécution et les menaces dont sont victimes les membres dudit groupe.

Le groupe humanitaire exige du gouvernement guatémaltèque le respect des Droits de l'Homme et la fin des enlèvements et des assassinats.

MANIFESTATION DU GAM

Le 26 juillet, plusieurs centaines de personnes ont marché de la Cathédrale Métropolitaine au Palais National pour exiger du gouvernement qu'il fasse relâcher les personnes qui ont disparu dans le pays.

Cette manifestation, organisée par le GAM, comptait parmi ses participants Lynn Schiveley, conseiller politique de l'Ambassade des Etats-Unis au Guatemala, qui a déclaré y avoir participé comme observatrice.

La manifestation, qui a duré deux heures, s'est déroulée autour du slogan "Avant de passer le pouvoir, ils devront les remettre en liberté sains et saufs" (comprenez ici, les disparus).

ENCORE UN PROFESSEUR D'UNIVERSITE ASSASSINE

L'Association Nationale des Educateurs de l'Enseignement Moyen a décrété que le 29 juillet serait une journée de grève nationale du travail pour protester contre l'assassinat du professeur d'université Carlos Leonel Caxaj Rodriguez, criblé de balles la veille dans la ville de Guatemala.

Un frère de Caxaj avait été enlevé, 18 mois auparavant, et d'autres membres de sa famille ont également subi le même sort.

La mère de ce professeur d'université assassiné est membre du Groupe d'Appui Mutuel.

De la sorte, au moins 9 personnes ont été assassinées et 6 ont disparu au cours d'actions imputées aux forces de sécurité, entre le 16 et le 23 juillet. Ces précisions ont été données par divers rapports de presse.

RECOURS DE MISE EN LIBERTE INDIVIDUELLE

Le 25 juillet, la presse locale faisait savoir que des proches de 106 personnes disparues au cours des récents mois avaient introduit, le 17 juillet, des recours de mise en liberté individuelle devant la Cour Suprême de Justice.

Quoi qu'il en soit, les proches des victimes tiennent les effectifs de l'armée et les forces de sécurité pour responsables des faits.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX